

Le CP se réunit un minimum de 2 fois par an. Ces réunions comprendront à minima un représentant des institutions qui suivent. Ces institutions devront être représentées à un niveau suffisamment élevé pour pouvoir prendre des décisions stratégiques:

- Les Ministères concernés
- Les autorités locales concernées
- La Délégation de l'UE au Tchad
- Les deux agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre de l'action
- Des institutions financières de développement, locales et/ou internationales
- Les associations de la société civile et les communautés bénéficiaires de l'action

Le CP assure les orientations stratégiques de l'action ainsi que la cohérence générale des différentes activités.

Le CO se réunit au minimum 1 fois par mois et inclut à minima les participants suivants :

- Les autorités locales concernées
- La Délégation de l'UE au Tchad
- Les deux agences des Nations Unies chargées de la mise en œuvre de l'action
- Des institutions financières de développement, locales et/ou internationales
- En fonction des sujets traités, un ou plusieurs représentants des associations de la société civile et des communautés bénéficiaires de l'action

Le CO assure le fonctionnement de l'action tout en assurant que les activités sont coordonnées et synergiques. Le CO reporte les problèmes de mise en œuvre et/ou des propositions d'orientation des activités au CP pour éventuelles prises de décision. L'UE peut assister comme observateur dans le CO.

Le CP a la possibilité de créer d'autres organismes de contrôle ou de suivi de la mise en œuvre en fonction des besoins identifiés, y compris sur base des propositions du CO.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE LA PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

La FAO et le PAM suivent une approche de gestion axée sur les résultats (GAR) pour la mise en œuvre de leurs programmes. Cette approche vise principalement à améliorer les capacités de capitalisation sur les leçons apprises par l'organisation et à présenter les résultats sur base de la performance atteinte. La mise en œuvre d'un système de suivi et d'évaluation est assurée à différents niveaux des deux organisations, en particulier : i) les bureaux régionaux, pays et locaux, ii) leurs partenaires de mise en œuvre (les ONG, les organisations communautaires et/ou les partenaires étatiques, si applicable).

La FAO et le PAM assureront le suivi à trois niveaux :